

GESTION D'EXPLOITATION

# Un modèle de microferme viable établi

Martine Romanens

**A l'opposé de la tendance actuelle, les petites structures agricoles font beaucoup parler d'elles. En Suisse romande, aucune étude ne confirme encore la réelle rentabilité du modèle.**

Le nombre de jeunes formés en agriculture augmente. Des installations sur de petits domaines seraient-elles envisageables et surtout viables? «À l'avenir, peut-être, nous recenserons deux types d'exploitation: des microstructures à forte valeur ajoutée en ceinture des villes et de plus grandes entreprises implantées à l'intérieur des terres.» Victor Bovy gère le Perma-jardin de Marcellin. Il s'intéresse à la rentabilité des microfermes. Avec l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL) et le canton de Vaud, il va réaliser une étude sur ce type d'exploitation perçu comme utopique. Le but est d'établir un état des lieux scientifique ainsi que plusieurs outils de vulgarisation, dont un guide. Le travail en est à ses débuts. «En Allemagne, en France ou en Belgique, des résultats sont déjà disponibles», explique Victor Bovy.

Qu'est-ce qu'une micro-ferme? Le terme est difficile à définir. Quelle est sa grandeur? Obtient-elle des paiements directs? Une petite ferme laitière ou viticole traditionnelle peut-elle être considérée comme telle? Alice Dos Santos et Hélène Bougouin, collaboratrices à l'antenne romande du FiBL, avouent être au début de leur



Les microfermes, un phénomène à la portée encore anecdotique.

M. ROMANENS

démarche. Elles ne peuvent pas encore définir avec précision ce qui se cache sous ce terme. Elles évoquent la transition vers des systèmes durables et diversifiés dotés d'une certaine autonomie vis-à-vis de la politique agricole. En vue de l'étude, une typologie devra être fixée.

En Suisse, selon l'Office fédéral de la statistique, aucune augmentation significative du nombre de petites exploitations n'a été enregistrée. On constate toutefois, en comparaison, une baisse moins marquée des exploitations de moins de 3 hectares.

**Résultats contestés**

En France, en 2015, une première recherche menée par François Léger, enseignant et chercheur à AgroParisTech, sur la ferme bio intensive du

Bec Hellouin en Normandie (F) a suscité émoi mais aussi débats et polémiques. «Les gens ont tendance à sacrifier des modèles, c'est dommage», commente Victor Bovy. Les résultats du secteur maraîchage de la ferme décoiffent: on annonce un chiffre d'affaires de 57 284 euros sur 1000 m<sup>2</sup>, pour 3026 heures de travail par an (en moyenne, 58 heures par semaine), cela à 150 mètres d'altitude.

**Données chiffrées de dix petites fermes**

À l'Institut national de recherche agronomique (INRA), la thèse de doctorat intitulée «Viabilité des microfermes maraîchères biologiques», menée par Kevin Morel, actuellement chercheur à l'Université catholique de Louvain, vient compléter le tableau. Le maraîchage

est choisi car il ne nécessite, au départ, que peu de capital et de terrain. L'étude tente de déterminer si ces structures sont viables dans le contexte des pays industrialisés, en activité principale.

**Vivables, pas seulement viables**

Au terme de l'analyse détaillée de vingt sites du nord de la Loire, puis la récolte de données chiffrées sur 10 microfermes installées sur moins de 1,5 ha, écoulant toute leur production via de la vente directe, il précise le modèle qui a le plus de chances d'être viable (de 20% à 50% dans la phase d'installation et de 70 à 100% ensuite). Celui-ci développe une pratique bio intensive ou de micro-agriculture manuelle, de bas intrants, avec une motorisation légère. L'augmentation

**Repères**

- **Quelques difficultés liées aux microstructures**
  - l'accès à la terre et possibilités de construire;
  - l'obtention des financements;
  - le burn out – écart entre la réalité et ses propres aspirations – qui guette les exploitants;
  - les périodes de vie exigeant plus de ressources comme celle des études des enfants;
  - le travail administratif aussi conséquent que pour une exploitation de taille habituelle, surtout si les productions sont diversifiées.
- **Outils pour la gestion et l'analyse de la rentabilité**
  - Strategidea (anciennement Stratagerme), une boîte à outils pour la planification des grandes orientations de l'entreprise (Agridea, disponible dès décembre 2018);
  - l'utilisation maximale du logiciel comptable jusque dans des applications analytiques;
  - le logiciel de suivi de projets para-agricoles Paracalc qui permet, entre autres, de dégager les marges brutes et les revenus horaires (Agridea);
  - le budget de travail d'Agroscope.

du temps de travail est compensée par la baisse des charges. Il est intéressant de constater qu'une pratique de maraîchage biologique traditionnelle sans optimisation maximale de la surface diminue la viabilité de l'entreprise. La phase d'installation est, sans conteste, la plus délicate. Une culture sur 9 mois, sans légumes d'hiver, semble l'option la plus rentable. «Elle se traduit par un travail plus fort en été et risque d'entraîner des difficultés à fidéliser des consommateurs de produits hivernaux. Le choix est à penser au cas par cas.» Kevin Morel définit encore que certaines pratiques d'autoconstruction fragilisent malgré les économies qu'elles génèrent (-20% de chances de viabilité).

Enfin, ce n'est pas une surprise, une exploitation qui diversifie ses sources de revenu a

de bien meilleures perspectives, surtout si elle dispose d'un capital propre initial. Le concept de viabilité du docteur ne se résume pas à la dimension économique mais introduit la notion d'adéquation avec les valeurs de vie. La durabilité des modes d'exploitation est aussi questionnée.

Début novembre, les résultats de l'étude seront publiés en français, avec de nombreux conseils récoltés au gré des recherches. Il faudra donc se contenter de ces informations en attendant les premiers résultats suisses, prévus, eux, pour 2020.

**SUR LE WEB**

Les résultats détaillés sur <https://agroecologie-kevinmorel.webnode.fr> > Travaux choisis > Microfermes.

## Des débuts plutôt prometteurs



Ann-Kathrin et Ivo Fisler de Biohof Rotmoos parlent sur le légume bio à plus de 800 mètres d'altitude.

M. ROMANENS

En 2017, Ann-Kathrin et Ivo Fisler, à Dirlaret (FR), 27 et 28 ans, ont acheté, à la valeur du marché, une ferme avec 5 ha de terre agricole sur laquelle ils cultivent 1 ha de légumes et élèvent une vingtaine de moutons. En reconversion bio, ils commercialisent toute leur production via 80 paniers hebdomadaires et de la vente à la ferme. Au terme de cette première année de production, ils ont déjà atteint la limite maximale. Avant la reprise, les deux exploitants ont tenté d'établir une prévision financière. «On ne trouve pas de chiffres pour notre type d'exploitation petite et diversifiée. Nous sommes partis de zéro, écoulant toute notre production via la vente directe.» Les résultats de la première comptabilité ne sont pas encore arrivés. Néanmoins, les Fisler paient au quotidien les factures courantes sans difficulté. Ils bénéficient de l'octroi de paiements directs et font

également le choix d'un train de vie modeste. Les investissements consentis se montent à plus d'un million de francs. Les infrastructures nécessaires à la production, comme la serre non chauffée de 400 m<sup>2</sup>, une voiture de livraison, quelques vieilles machines agricoles ainsi que le monoaxe y sont inclus. Les deux jeunes maraîchers ont bénéficié d'un soutien financier familial pour leur lancement. Leur activité exige en permanence deux emplois à plein temps. Pendant le congé maternité, un stagiaire a été engagé, lequel peut compter sur un salaire d'environ 1500 francs. Le site internet a été créé par un membre de la famille. Après une première mise aux normes de l'étable, les Fisler prévoient encore la construction d'une chambre froide et, plus tard, la rénovation de la maison. Le système d'épuration de la ferme doit encore être assaini. **MR**

## Le retour à la terre familiale



Stéphane Kläfiger, deux vies d'indépendance qui se complètent.

M. ROMANENS

Electronicien, horloger puis scénographe et arboriculteur patenté, Stéphane Kläfiger a planté cette année 2000 m<sup>2</sup> de framboisiers, 1 hectare de fraisières ainsi que des noisetiers à Bussy-Chardonney (VD). Sur ses parcelles, propriété de ses parents, il a investi près de 50 000 francs. Une partie a été préfinancée par l'association Microcrédit solidaire à Lausanne. La location de ses terrains équipés pour l'irrigation coûte 900 francs l'hectare. Sa production s'écoule via la vente directe et deux magasins locaux. Il ne dispose pas d'installations frigorifiques, mais d'un local abrité. Stéphane ne s'est pas plié au jeu du calcul de ses heures, il n'est donc pas possible de déterminer son salaire horaire. Hors saison, il estime que le temps consacré à ses cultures équivaut à 40%. Il doit engager une aide pour la vente et travailler à plein temps durant le mois et

demi des récoltes. Il faut compter deux jours supplémentaires pour réinstaller la rotation tous les deux ans. Ses calculs planchent sur un chiffre d'affaires annuel de 70 000 fr. les bonnes années. «J'ai choisi par conviction de cultiver des fraises bio. En conventionnel, j'aurais pu dégager un bénéfice beaucoup plus important.» En 2018, Stéphane Kläfiger a essuyé les gros orages du mois de juin qui ont ruiné une partie de ses récoltes (6 tonnes au lieu des 10 prévues). Partagé entre deux activités indépendantes, l'homme ignore s'il va faire de l'agriculture sa principale occupation. Son gros problème est le prix des locations immobilières privées de la région lémanique (2000 francs pour se loger seul). Pour différentes raisons, il n'a pas pu toucher d'aide initiale. «Mon cas est rare, on ne peut pas généraliser.» **MR**

## Toute une vie sur une petite ferme



Microferme, un nouveau mot pour un concept qui a déjà existé par le passé?

M. ROMANENS

On en compte désormais de moins en moins. Dominique et André Drompt ont toutefois élevé leurs quatre enfants sur une ferme laitière de 16 ha à Villarvolard (FR). S'ils ont réussi à s'assurer d'un revenu décent, ils ont mené une vie que l'on peut qualifier de dure. Leurs enfants ont aujourd'hui tous terminé leurs études. Sans surprise, les Drompt ont misé sur de vieilles machines à la mécanique réparable (traite au pot, etc.), des investissements réduits et beaucoup de bricolage et d'autoconstruction. Le lait d'une quinzaine de vaches était écoulé pour la fabrication de vacherin. «J'ai très tôt compris que mon fils n'était pas intéressé à la reprise. Cela m'a dissuadé d'entreprendre. Nous n'avons jamais voulu nous endetter.» Aujourd'hui rentier AVS mais aussi salarié à plein temps de son frère qui a repris l'exploitation, André Drompt

ne conseille en aucun cas de s'engager seul, surtout sur une ferme avec du bétail. «La charge est trop lourde. Quand on est jeune avec les enfants petits, on se sent fort. Mais la vie est longue et il faut tenir le coup.» Dominique appuie: «Pas de vacances, des horaires incroyables, le retour à la terre est exigeant». Pour le beurre dans les épinards, les époux se sont, chacun de leur côté, engagés dans des activités rémunératrices (dénouement, bois, laiterie, secrétariat). Depuis le départ des enfants, ils mettent encore en location un appartement de vacances. «Je ne le referais pas.» Selon André, un jeune qui démarre doit être bien né pour assurer ses arrières. Le facteur santé est aussi capital. Lancé sur les traces de son père sur une structure limitée, il n'a jamais vraiment planifié son activité ni calculé ses heures. «Nous aurions très peu gagné!» **MR**